



GLOBAL
CENTER ON
ADAPTATION

MESSAGES CLÉS

Innovation financière pour l'adaptation au changement climatique en Afrique

2022

MESSAGES CLÉS

En 2019 et 2020, des fonds représentant un montant moyen de 29,5 milliards de dollars ont été engagés en Afrique au titre du financement de la lutte contre le changement climatique, dont près de 39 %, soit 11,4 milliards de dollars, ciblaient des initiatives d'adaptation. Sur les 11,4 milliards de dollars d'engagements en matière d'adaptation suivis de 2019 à 2020, plus de 97 % provenaient d'acteurs publics, tandis que moins de 3 % étaient suivis par le secteur privé. Plus de la moitié des engagements en matière de financement de l'adaptation suivis en Afrique étaient des prêts de 2019 à 2020, dont 30 % sous forme de dette concessionnelle et 23 % de dette commerciale. En outre, 45 % des engagements en matière de financement de l'adaptation suivis au cours de cette période étaient des subventions, les 2 % restants étant un mélange de capitaux commerciaux et de types de financement non spécifiés.

Il est urgent d'accélérer pour toutes les sources le financement de l'adaptation au changement climatique en Afrique au cours de la prochaine décennie. Les contributions déterminées au niveau national (CDN) de 51 pays africains font état d'un besoin d'investissement cumulé estimé à 579 milliards de dollars dans le contexte de l'adaptation jusqu'en 2030. Par comparaison, le financement de l'adaptation suivi en Afrique se monte en moyenne à 11,4 milliards de dollars par an de 2019 à 2020. Si cette tendance devait se poursuivre jusqu'en 2030, le financement cumulé de l'adaptation jusqu'en 2030 se monterait à 125,4 milliards de dollars, soit moins d'un quart des besoins estimés indiqués dans les CDN. Le déficit d'investissement dans l'adaptation en Afrique doit être comblé par une action de l'ensemble des groupes de parties prenantes. Pour augmenter le volume et l'efficacité des flux financiers d'adaptation, les changements suivants sont essentiels :

les institutions financières doivent intégrer la résilience dans les investissements qu'elles consentent. De nombreux investisseurs ont déjà engagé en Afrique des investissements qui présentent une pertinence significative pour les objectifs d'adaptation. Cela étant, une partie importante des investissements en Afrique ne sont pas encore résilients au changement climatique malgré un potentiel important. Pour aider les institutions financières à intégrer la résilience dans leurs investissements en Afrique, il est essentiel d'améliorer l'accès à des données climatiques solides pour éclairer les décisions d'intégration et d'accroître les exigences en matière de divulgation et de prise en compte des risques climatiques par les institutions financières (dans le cadre de la législation nationale ou de la rétrocession de prêts par les institutions financières de développement (IFD)).

Les décideurs politiques et les autres parties prenantes doivent créer un environnement favorable aux investissements en matière d'adaptation.

L'environnement favorable dans un pays contribue à déterminer la viabilité de certains types d'instruments. Pour créer un environnement favorable aux investissements en matière d'adaptation, les décideurs politiques et les institutions financières doivent soutenir l'élaboration de plans nationaux d'adaptation (PNA) prêts pour investissement et l'intégration de la résilience climatique dans les marchés publics, le renforcement des capacités pour élaborer des politiques et des projets fondés sur des données scientifiques, l'amélioration des environnements macroéconomiques et l'adoption d'une approche multidimensionnelle pour alléger le fardeau de la dette des pays africains.

L'innovation financière pour l'adaptation doit refléter les politiques et les conditions du marché au niveau national.

Il existe un large éventail d'instruments d'investissement, de mécanismes de financement de la gestion des risques et de solutions financières plus larges que les acteurs financiers mobilisent déjà pour soutenir la résilience climatique en Afrique. Il est essentiel de sélectionner avec soin une structure ou un instrument financier capable de répondre aux conditions et aux activités ciblées. Le choix des instruments financiers appropriés doit être guidé par l'orientation sectorielle de l'activité d'adaptation, les conditions politiques et commerciales sous-jacentes au niveau national, ainsi que les parties prenantes et les acteurs engagés.

